

# Le Mont-Valérien, forteresse des mémoires

Devenu le Mémorial de la France combattante au lendemain de la seconde guerre mondiale, cet ancien fort militaire n'a véritablement intégré la mémoire des résistants et des otages qui y furent fusillés qu'en 2003.

Par ANTOINE FLANDRIN

**L**e voici de retour au Mont-Valérien. Onze ans que Pascal Convert n'est pas venu sur les hauteurs de Suresnes (Hauts-de-Seine) pour arpenter les chemins de cet ancien fort militaire où le général de Gaulle établit, le 18 juin 1960, le Mémorial de la France combattante. Sous une pluie fine, l'architecte aux lunettes rondes traverse la place d'honneur d'un pas lent, monte les marches face à la monumentale croix de Lorraine en grès rose, et pousse l'une des deux portes de bronze. La crypte funéraire, dans laquelle sont disposés, en arc de cercle, seize cénotaphes recouverts du drapeau tricolore, lui paraît toujours « à la fois, si petite et si grande ». Il passe ensuite sous l'arche du fort, s'avance en silence dans la clairière des fusillés, avant de monter à la chapelle. Non loin, se dresse la « cloche », monument de bronze haut de 2,18 mètres, qui porte la liste des 1008 fusillés, entre 1941 et 1944, au Mont-Valérien.

Onze ans qu'il ne l'a pas revue, lui qui l'a créée. Pascal Convert en fait le tour, s'en rapproche, recule, la contemple, la photographie. Bien que le relief poli des lettres ait perdu de son éclat avec les années, les noms des exécutés sautent aux yeux : Jan Doornik, Gabriel Péri, Roland Richon, Pierre Magnat, Pedro Vallejo, Rino Della Negra, Missak Manouchian... Des résistants et des otages français, mais aussi espagnols, allemands, italiens, arméniens, juifs, communistes ou chrétiens, qui portaient les couleurs des pays alors opprimés par le fascisme, le franquisme ou le nazisme.

Pascal Convert se souvient de « ce grand moment d'émotion » que fut l'inauguration de la cloche, en présence du premier ministre Jean-Pierre Raffarin, le 20 septembre 2003. Ce jour-là, les filles et les fils de fusillés se rapprochèrent de la cloche pour y chercher le nom de leur parent et le toucher. Jusque-là, les noms des fusillés n'étaient gravés nulle part dans ce haut lieu de la mémoire nationale.

L'érection de ce monument n'allait pourtant pas de soi. Au centre de la clairière, gaullistes et communistes avaient posé, le 2 novembre 1959, une dalle rappelant qu'« ici, de 1940 à 1944, tombèrent plus de 4500 résistants fusillés par l'ennemi pour leur indomptable foi dans les destins de leur pays ». Le chiffre de 4500, bien que

d'origine douteuse, avait longtemps contenté tout le monde. Personne n'avait voulu entendre parler de l'étude menée par l'adjudant Robert Dor, qui, dès février 1945, avait fait état de 939 exécutions. Il fallait maintenir les lieux en l'état.

C'est l'historien Serge Klarsfeld qui a changé la donne. Ses travaux aboutissent, en 1987, à une liste de 953 fusillés. Pour rappeler que les juifs ont résisté et n'ont pas été des « moutons qu'on a conduits à l'abattoir », il fait planter, le 3 mai 1989, un « Bosquet de la liberté », « à la mémoire des 165 résistants et otages juifs fusillés par les nazis », en face du Mont-Valérien. Son souhait d'ériger un monument à l'intérieur du fort, à la mémoire de ces juifs fusillés, est entendu par Robert Badinter. Toutefois, celui-ci estime qu'un tel monument n'a de raison d'être que s'il porte les noms de tous les fusillés.

## SYMBOLE DE LA COMMUNAUTÉ DU SACRIFICE

Alors sénateur des Hauts-de-Seine, il fait voter une loi, le 22 octobre 1997, pour « combler cette regrettable omission ». Un concours est lancé pour la conception d'un monument. Pascal Convert le remporte au début 2000. Se définissant comme un « sculpteur de la mémoire », il entend réaliser, non pas un monument aux morts, mais un symbole vivant de la communauté du sacrifice. Alliant le vide du symbole au plein du souvenir, il conçoit cette cloche comme une « météorite ». « Puissante, lourde, et en même temps précieuse », précise-t-il.

L'architecte est toutefois loin de se douter que cette « météorite » va le percuter en plein vol. « La cloche n'a posé aucun problème, assure-t-il. La polémique est née, après l'inauguration, lors de la diffusion de mon film. Cela a été, pour moi, un choc brutal, qui a déterminé les quinze dernières années de ma vie. » Intitulé *Mont-Valérien, au nom des fusillés, 1940-1944*, ce documentaire met en avant les mémoires des fusillés communistes, étrangers et juifs. L'architecte se verra reproché d'avoir minoré celles des fusillés français, connus pour leur engagement patriotique et leur foi chrétienne, tel le compagnon de la Libération, Honoré d'Estienne d'Orves. « Certains se sont sentis dépossédés du Mont-Valérien. On m'a traité de stalinien, et même de vichyste », souffle Pascal Convert.



MIRV FONDOS PHOTOGRAPHIQUE DE PRESSE - « LIBÉRATION »

L'architecte ajoute que s'il n'était pas retourné au Mont-Valérien en onze ans, c'est parce qu'on ne l'y avait pas invité depuis. « Je suis heureux de constater que la transmission de la mémoire au Mont-Valérien se fait aujourd'hui dans un cadre apaisé », confie-t-il aux guides du site. En ce début du mois d'avril, la direction du Mont-Valérien a convié l'artiste pour assister à la projection du film qu'il a consacré, en 2007, à Joseph Epstein, résistant polonais, juif et communiste, fusillé le 11 avril 1944. Intitulé *Joseph Epstein, bon pour la légende*, ce documentaire retrace le parcours de celui qui fut le chef de l'ensemble des Francs-tireurs et partisans (FTP) de la région parisienne, connu sous le nom du colonel Gilles. Avant d'être exécuté, il écrivit une dernière lettre au « microbe », son fils de 3 ans, Georges Duffau. Pour que le « microbe » échappe aux persécutions nazies, son père avait demandé qu'il soit déclaré sous un autre nom.

Georges Duffau l'avoue : avant ce projet, il ne savait pas grand-chose au sujet de son père. « Ma mère ne m'en a pas parlé, explique-t-il. Et pourtant, je lui ai posé des questions. Elle me répétait – parce qu'elle aussi avait été résistante – : “Nous n'avons rien fait de spécial. Nous n'avons fait que ce que nous estimions juste.” » Un silence d'autant plus pesant que Georges Duffau doit assister avec sa mère à de nombreuses commémorations en hommage aux martyrs de la Résistance, lors desquelles le nom de son père est cité. « J'en ai conclu, très tôt, que mon père devait être quelqu'un de très important. Alors, je l'ai mis sur un piédestal très haut. Je l'ai déifié. » Il suit également sa mère au Mont-Valérien. « Les premières fois, je devais avoir 8, 9 ans,

Lors de la Journée des fusillés, le 1<sup>er</sup> novembre 1944, le général de Gaulle dépose une gerbe au Mont-Valérien. Photographie pour le journal *Libération*.

indique-t-il. De ces visites je n'ai gardé qu'une image : la chapelle couverte de graffitis. Forcément, mon père en avait laissé un. J'ai cherché, mais je n'ai pas trouvé. »

Paradoxalement, il a pendant longtemps mis à distance le nom de son père. « Je voulais être reconnu professionnellement pour qui j'étais, et non parce que je portais le nom de mon père, souligne-t-il. Je me suis défait de cet engagement avec moi-même lorsque j'ai pris ma retraite fin 2001. » Devenu président de l'Association pour le souvenir

des fusillés du Mont-Valérien et d'Ile-de-France en 2002, il accompagne une dizaine de fois par an des classes de collèves et de lycées en visite au Mont-Valérien. « Lorsque j'ai commencé, c'était un lieu fermé que l'on ne visitait que sur demande », précise-t-il. A mesure que les témoins – proches et enfants de fusillés – ont disparu, le Mont-Valérien s'est ouvert au public, et notamment à la jeunesse. A sa fonction commémorative s'est ajoutée une dimension pédagogique.

Ce mercredi d'avril, une classe de première d'un lycée de Tours suit Georges Duffau jusqu'à la chapelle. Les plus attentifs boivent ses paroles. « J'introduis un tas d'anecdotes sur la vie des résistants. Plus il y a de l'humain, plus ça les touche », assure-t-il, dans un grand sourire qui dit l'humilité d'un homme ayant su trouver dans le parcours extraordinaire des résistants les raisons de croire en l'humanité. ■



► La vie de son père fut de celles qui transcendent le XX<sup>e</sup> siècle. Le genre d'existences qui, rétrospectivement, ont sauvé ce siècle d'un jugement trop sévère de l'histoire. Joseph Epstein n'eut de cesse de combattre les oppresseurs de son temps. Né le 16 octobre 1911 dans une famille juive polonaise, ce militant de la grande croisade antifasciste fuit la dictature de Jozef Pilsudski, en 1931. Exilé en France, il se porte volontaire aux côtés des républicains espagnols pendant la guerre civile en 1936. Emprisonné au camp de Gurs (Pyrénées-Atlantiques) à son retour dans l'Hexagone, en 1939, il s'engage, après sa libération, dans la Légion étrangère. Fait prisonnier par les Allemands en 1940, il est envoyé près de Leipzig, dans un stalag, dont il s'évade. Revenu en France, il se distingue au sein de la Résistance, en développant une nouvelle technique de guérilla urbaine s'appuyant sur un groupe de quinze hommes.

Cette histoire, Georges Duffau la raconte aux élèves avec simplicité. « Je ne cherche pas à honorer la mémoire de mon père, mais à transmettre les valeurs qu'il défendait, celles de la Résistance : liberté, démocratie, progrès social et surtout lutte contre tous les racismes, argue-t-il. J'essaie de faire comprendre aux jeunes que les résistants n'étaient ni des aventuriers ni des têtes brûlées ou des terroristes qui frappaient des cibles civiles de façon aveugle, mais des gens qui se battaient pour des idées. » Au nom de son père, Georges Duffau aura fait plus que rendre hommage à sa mémoire. Le 23 février 2008, à l'occasion d'une cérémonie en l'honneur des victimes de la Résistance, Georges Duffau lit dans la clairière, à la demande du président la République, Nicolas Sarkozy, la lettre au « microbe ». « Je l'ai lu là où mon père a été fusillé. Je l'ai fait, mais je ne sais pas comment. C'était compliqué », euphémise-t-il.

Debout sur le belvédère surplombant la clairière, des centaines de personnes l'écoutent. L'absence des médias est remarquée. Un autre événement a retenu leur attention. Une réplique plutôt. Celle du chef de l'Etat, qui, le matin même, au Salon de l'agriculture, a lancé « Casse-toi pauv'con ! » à une personne qui refusait de lui serrer la main. La commémoration au Mont-Valérien est pourtant exceptionnelle : le président a invité Jürgen Rüttgers, ministre-président de la Rhénanie du Nord-Westphalie, pour honorer la mémoire de l'abbé Franz Stock qui fut aumônier des prisonniers fusillés au Mont-Valérien.

Devant de nombreux lycéens allemands et français, Rose de Beaufort donne également lecture d'une lettre, celle de son père Honoré d'Estienne d'Orves à l'abbé Stock. « Je prie le bon Dieu de donner à la France et à l'Allemagne une paix dans la justice, comportant le rétablissement de la grandeur de mon pays », écrit-il à l'abbé, la nuit avant d'être fusillé, le 29 août 1941. Ce testament, dans lequel il exalte sa foi patriotique et sa ferveur religieuse, a accompagné Rose de Beaufort dans de nombreuses cérémonies. Aujourd'hui encore, le

« VOUS ÊTES OFFICIER ALLEMAND.  
JE SUIS OFFICIER FRANÇAIS. ET POUR  
VOUS MONTRER QUE NOUS MOURRONS  
SANS HAINE, PERMETTEZ-MOI DE VOUS  
EMBRASSER »

HONORÉ D'ESTIENNE D'ORVES, FUSILLÉ LE 29 AOÛT 1941

nom de son père, premier officier français fusillé au Mont-Valérien, continue d'être honoré à travers la France. De ville en village, il a été donné à des dizaines de places, de rues et d'écoles.

Rose de Beaufort avait 8 ans lorsque son père a été exécuté. Au lendemain de la guerre, elle découvre le Mont-Valérien. Avec ses quatre frères et sœurs, elle accompagne sa mère aux premières cérémonies d'hommage organisées par les associations des familles des fusillés. « Je me souviens que nous étions assis sur des bancs au fond de la clairière », précise-t-elle. Rose de Beaufort et son frère Philippe reprennent le flambeau de la mémoire de leur père, au début des années 1980. Ensemble, ils rééditent ses lettres et ses carnets de captivité. Publiés initialement en 1950, ces écrits reparaissent augmentés de plusieurs chapitres sur la vie de leur père, dans un ouvrage intitulé *Honoré d'Estienne d'Orves. Pionnier de la Résistance* (France-Empire, 1985).

Ils y racontent l'histoire de ce capitaine de corvette, qui, dès l'annonce de l'armistice, décide de continuer le combat avec la force navale française, basée à Alexandrie (Egypte). Après avoir rejoint Londres en septembre 1940 sous le pseudonyme de « Chateaufieux », il débarque clandestinement en France, où il crée l'un des premiers réseaux de Résistance, Nemrod. Dénoncé, avec les 34 membres de son réseau, par son jeune radio, fils d'un Alsacien pronazi, il est arrêté près de Nantes. Trainé à Berlin avec ses hommes, il est ensuite incarcéré à la prison du Cherche-Midi, à Paris, avant de subir un procès de douze jours.

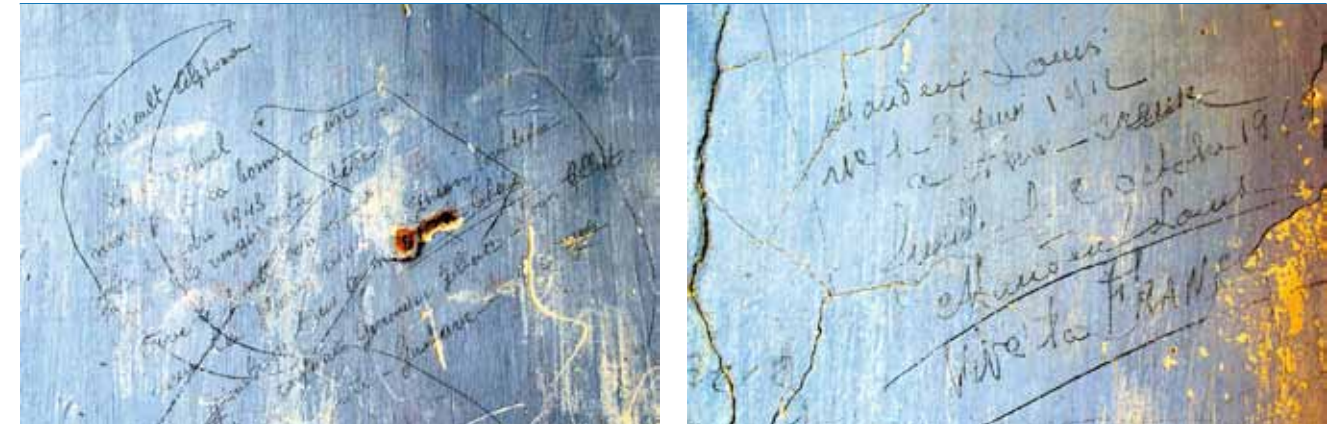
#### ASSIS SUR LEURS CERCUEILS

Un destin que Rose de Beaufort a ensuite retracé, seule – son frère est décédé en 1989 –, pendant plus de vingt ans, dans les écoles primaires, les collèges et les lycées de France. « Même aux plus petits en CM2, je leur raconte la fin d'Honoré », explique-t-elle. Avec ses compagnons d'armes, Jan Doornik et Maurice Barlier, le capitaine d'Estienne d'Orves part dans le fourgon de la Wehrmacht, assis sur les cercueils qui vont être les leurs, pour le Mont-Valérien. « Alors qu'ils sont tous les trois devant le peloton, Honoré demande pour lui et ses deux compagnons que leurs yeux ne soient pas bandés ni leurs mains entravées. Requête acceptée. Il s'approche alors du conseiller juridique allemand et déclare : "Vous êtes officier allemand. Je suis officier français. Et pour vous montrer que nous mourrons sans haine, permettez-moi de vous embrasser". » Un acte de fraternité que Rose de Beaufort ne veut pas que l'on oublie. En octobre 2018, des élus de gauche avaient refusé qu'un lycée de Carquefou (Loire-Atlantique) porte le nom de son père, au motif qu'il était issu de la « droite monarchiste ». Ce qui a provoqué une polémique. Epaulée par ses enfants, elle a tenu à rappeler dans une lettre ouverte qu'il était « un homme engagé, un homme de convictions, et surtout un homme libre, un humaniste ouvert sur le monde, curieux de toutes les cultures ».

Nul doute qu'elle et les siens seront attentifs au déroulement de la grande cérémonie qui aura lieu au Mont-Valérien au moment de la mort du dernier des compagnons de la Libération. Voulu par le général de Gaulle, cet événement national, dont l'organisation reste à écrire, aura lieu dans la crypte du Mémorial de la France combattante, où se trouvent les seize cénotaphes dédiés chacun à une personnalité qui s'est illustrée durant la seconde guerre mondiale. Un dix-septième caveau attend la dépouille du dernier compagnon qui viendra à mourir. Il n'en reste plus que quatre. ■

## LES DERNIERS GRAFFITIS D'OTAGES ET DE RÉSISTANTS

Dans la chapelle du Mont-Valérien, les condamnés à mort, en attente d'être fusillés, ont gravé les murs bleus de leur identité ou de leur engagement, en un ultime témoignage.



Le 26 août 1944, des résistants des Forces françaises de l'intérieur (FFI) libèrent le Mont-Valérien. En pénétrant dans la chapelle au sommet de la colline, ils découvrent des graffitis inscrits sur ses murs bleus. « Le Mont-Valérien ne fut ni un lieu de détention ni un lieu d'inhumation, mais un lieu d'exécution. La Wehrmacht utilisa cette chapelle, qui fut un lieu de culte jusque dans les années 1930, comme une salle d'attente pour les résistants et les otages qui allaient être fusillés. Lors de certaines exécutions, comme celle du 2 octobre 1943, où 47 otages furent fusillés, des condamnés à mort ont attendu ici. C'est là qu'ils purent se confesser auprès de l'abbé Stock. A l'aide de boucle de ceinture, de mine de crayon ou des outils trouvés sur place, certains ont tracé des graffitis, derniers témoignages de leur identité ou de leur engagement », explique Alexandre Couturas, directeur adjoint des Hauts Lieux de la mémoire nationale du ministère des armées, chargé du suivi de l'exposition temporaire « Les graffitis, ultimes témoignages des fusillés du Mont-Valérien », organisée jusqu'au 31 décembre 2019.

Repeinte partiellement en blanc, il y a une quinzaine d'années, la chapelle du Mont-Valérien aujourd'hui ne comporte plus que 31 graffitis visibles sur des parties bleues qui ont fait l'objet de restauration afin qu'ils soient sauvegardés et conservés. L'exposition ne se tient pas dans la chapelle ni à côté, mais au pied du fort. Dix panneaux expliquent le sens de ces marques laissées par les condamnés à mort. Certaines, anonymes, témoignent de leurs engagements : un « France d'abord » a été tracé sous un « FTP » ; non loin un



La chapelle ne comporte plus que 31 graffitis visibles qui ont fait l'objet de restauration. Au pied du fort, une exposition (jusqu'au 31 décembre 2019) en dix panneaux retrace le sens de ces marques laissées par les condamnés à mort.

pour montrer la diversité des parcours », précise Alexandre Couturas. Un travail de deux ans qui a permis à la direction des Hauts Lieux de la mémoire nationale, en partenariat avec le Musée national de la Résistance et le Mémorial de la Shoah, de reconstituer les itinéraires des 23 fusillés identifiés. Parmi ceux-ci, on retrouve des étrangers tel Chuna Bajtszok, né le

« Vive l'URSS ». D'autres indiquent le nom et la date de l'exécution : « Paul Mazy, fusillé par les Boches le 21 novembre 1942. Vive la France ». D'autres encore sont collectifs : « Magnat, Dutreix, Rimbart, Klein, Maudeux et Arbona. Morts ensemble pour la patrie le 2 octobre 43 tous les 6 ». Sur 31 graffitis, 23 indiquent des noms, des données civiles, une date de naissance ou une profession, tel Gabriel Vidal, « Mort pour la France, le 2 octobre 1943 », qui précise qu'il est « archiviste de Perpignan ».

« Notre démarche dans cette exposition a été de partir du document, le graffiti,

22 octobre 1923 à Varsovie. A 1 an, il est réfugié en France avec sa famille parce qu'elle est juive, il rentre à 18 ans au Front national pour l'indépendance de la France pour y distribuer des tracts. En 1942, il réalise des actions militaires au sein des FTP contre les Allemands et des collaborateurs. Interpellé le 1<sup>er</sup> juin 1943 à Paris par la police française, il est transféré à Fresnes, jugé quelques semaines plus tard pour « activités de franc-tireur ». Il est fusillé, à l'âge de 19 ans, le 6 octobre 1943. Son corps est inhumé à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne), où il repose toujours. ■ A. F.